Chambre des pouvoirs locaux

40^e SESSION
Deuxième partie

[CPL(2021)40-01]
15 June 2021

Seul le prononcé fait foi.

Strasbourg, France, 15 juin 2021

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES POUVOIRS LOCAUX

BERND VÖHRINGER

15 JUIN 2021

Chers collègues,

Comme vous le savez, la première partie de la 40^{ème} session s'est tenue en mars et s'est concentrée principalement sur des questions d'ordre institutionnel, dont, en particulier, le renouvellement du Congrès.

Nous avons désormais l'opportunité de porter notre attention sur des sujets politiques et thématiques, et, bien sûr, de les lier aux priorités du Congrès pour la période 2021-2026 adoptées en mars dernier.

Notre session de la Chambre cet après-midi débutera par une présentation d'un rapport de suivi de la démocratie locale en Arménie

grâce à l'outil légal principal du Congrès : le suivi de la Charte européenne de l'autonomie locale. Nos collègues Gunn-Marit HELGESEN, de Norvège, et Bryony RUDKIN, du Royaume-Uni, présenteront les conclusions de leur mission qui s'est déroulée en 2019. Du fait de la pandémie, il n'a pas été encore possible de discuter et d'adopter ce rapport, ce qui montre comment la Covid-19 a influencé le programme de travail de notre Congrès au cours de l'année et demie écoulée.

En dehors des difficultés rencontrées pour organiser les réunions du Congrès, il est possible de dire que la Covid-19 n'a presque rien épargné. Ce virus a fait vaciller les fondations de nos sociétés et la "normalité" après la Covid pourrait être profondément différente de ce que nous avons connu. C'est pourquoi, avant les vacances d'été à venir et avec l'espoir de voir le bout du tunnel, nous avons décidé d'essayer d'entrevoir l'avenir de nos municipalités au vu des expériences acquises au niveau local durant la pandémie.

Le deuxième débat d'aujourd'hui s'intitule : " La ville post-Covid – les impacts de la pandémie sur les processus socio-politiques et démocratiques dans les villes d'Europe". Ce titre met en avant le fait que ce débat devrait servir à ouvrir la voie à davantage de discussions et d'actions pouvant inclure, entre autres, des rapports thématiques préparés par le Congrès. Cet après-midi, nos intervenants couvriront un

large éventail allant de la recherche scientifique à la politique locale, en passant par l'engagement des jeunes.

Je pense qu'il est clair que les répercussions de l'année et demie passée vont se faire ressentir bien après que la menace immédiate du virus ait disparu.

Nous allons devoir nous poser un certain nombre de questions essentielles comme : comment la vie urbaine changera-t-elle dans l'avenir ? Comment les plus petites municipalités et les centres urbains vont-ils se développer ? Qu'en sera-t-il des interactions entre rural et urbain ? Allons-nous connaître un exode des villes allant à rebours de l'exode rural passé qui a laissé des zones entières de certains Etats membres pratiquement inhabitées ?

Les modalités de télétravail ont montré que, avec une connexion internet stable, il est possible de vivre bien en dehors de la ville dans laquelle nous travaillons. Par conséquent, à quoi ressembleront les espaces de travail de demain ? Vont-ils diminuer, devenir des espaces multi-usages et quelles seront les conséquences pour le développement urbain et l'aménagement de l'espace en général ?

Les confinements et couvre-feux divers imposés dans tant de villes européennes suggèrent que limiter les voitures au sein de villes pourrait devenir une stratégie vendable dans un futur proche. Est-ce que les transports publics devront s'adapter à cette époque en évolution ?

Cependant, vu d'une autre perspective, si moins de personnes se déplacent pour aller au travail à l'avenir, comment cela pourra-t-il influencer l'aménagement en matière d'infrastructures et de transports en commun ?

La diminution nette de la pollution liée aux voitures et aux transports aériens s'est aussi ressentie à travers le monde, ce qui met en lumière à nouveau les engagements que les Etats européens ont pris en matière de pollution. Est-ce que plus d'espaces verts, comme par exemple des zones d'activités et des autoroutes cyclables ; pourraient être une réponse ?

Toutefois, la question la plus difficile reste probablement l'avenir de la démocratie, et dans le cadre des attributions de notre Chambre, les institutions démocratiques au niveau local. Comment les conséquences de cette pandémie affecteront-elles la démocratie et comment les processus démocratiques évolueront-ils ? Est-ce que la e-démocratie est la voie du futur, et si oui, est-il possible d'intégrer les nouvelles technologies, dont la numérisation et l'intelligence artificielle, au sein des Etats membres du Conseil de l'Europe, y compris au niveau local ? Comment les écarts technologiques entre générations et entre différents groupes d'une même société peuvent-ils être réduits pour éviter une fracture numérique qui pourrait avoir un effet social explosif ?

Quelles pourront-êre les conséquences en termes d'engagement des citoyens dans la vie politique au niveau de la communauté. Comment les représentants élus localement pourront-ils restaurer l'image des institutions publiques ? Quel est notre rôle, par exemple dans le contexte de la gouvernance à plusieurs niveaux, dans le processus de relance démocratique, qui est nécessaire et de la même importance que la relance liée à la Covid ?

Chers collègues, en 2008, le Congrès a adopté un livret intitulé "Manifeste pour une nouvelle urbanité", dans le cadre de la Charte urbaine européenne II, qui s'intéressait à la façon dont l'urbanité avait changé 15 ans après l'adoption de la première Charte urbaine européenne en 1992.

Nous pourrions soutenir que davantage de changements se sont produits ces treize dernières années qu'au cours des quinze premières années. Nous pourrions même argumenter qu'encore plus de changements se sont produits au cours de ces 14 derniers mois, depuis le début de la pandémie en Europe.

A cet effet, l'un des résultats de notre débat d'aujourd'hui sur la ville post-Covid pourrait être de revisiter notre "Manifeste du Congrès pour une nouvelle urbanité" et de le mettre à jour pour se concentrer sur l'urbanité dans un contexte post-pandémique.

Ceci nous permettrait de lier l'idée de l'urbanité, telle que nous la concevons aujourd'hui, avec les priorités du Congrès, adoptées pour les années à venir jusqu'en 2026, et de promouvoir des sociétés résilientes, démocratiques, solidaires, durables et digitales.

Ceci n'est qu'une idée pour les prochaines étapes potentielles de notre débat, qui, j'en suis sûr initiera un nombre de sujets possibles à approfondir concrètement, au travers de davantage de débats et d'actions dans le cadre de cette Chambre mais aussi des autres branches du Congrès.

Chers collègues, je vais m'arrêter ici et je serais heureux de recevoir vos retours - aujourd'hui ou plus tard par email - en particulier à propos de la proposition de revisiter et mettre à jour le "Manifeste du Congrès pour une nouvelle urbanité" à la lumière de notre débat sur la ville post-Covid.

Je vous remercie.